



De l'importance des forces terrestres dans les dispositifs de déni d'accès et d'interdiction de zone: une perspective chinoise.

Cahiers de la pensée mili-Terre

Monsieur Léon MALCOLM

Publié le 04/01/2019

Histoire & stratégie

Les États-Unis ont longtemps bénéficié d'une suprématie incontestée dans les espaces internationaux aériens, maritimes et sous-marins. Aujourd'hui, cette ère de suprématie touche à sa fin.

Léon MALCOLM considère que les stratégies de déni d'accès et d'exclusion de zone permettent à la Chine de créer une zone au sein de laquelle toute puissance étrangère souhaitant s'y déployer risquerait de lourdes pertes matérielles et humaines.

Les systèmes d'armes déployés le long de son littoral instaurent de fait une dissuasion conventionnelle.

Les États-Unis ont longtemps bénéficié d'une suprématie incontestée dans les espaces internationaux aériens, maritimes et sous-marins, leur permettant de contester ces mêmes libertés de mouvements aux autres puissances. Nombreux analystes aujourd'hui avancent l'hypothèse que cette ère de suprématie touche à sa fin. Depuis la fin des années 90, les débats stratégiques ont été marqués par l'apparition d'un nouveau concept, l'antiaccess/area denial (A2/AD), qui marque le retour de la posture défensive dans certaines orientations stratégiques, et ce par la combinaison de systèmes antiaériens, anti-navires, anti-sous-marins et de défense terrestre; l'objectif étant de restreindre l'accès à certaines zones, tout en limitant les capacités américaines à se déployer de manière optimale^[1]. Le concept, d'origine américaine, s'est d'abord concentré sur l'Iran et la Chine. Mais, à travers la diffusion des systèmes d'armes et du concept, de nombreux pays peuvent prétendre aujourd'hui à se doter de telles mesures défensives.

Après une définition générale de ce qu'est une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone, cet article s'attachera à revenir sur les raisons historiques de celle-ci avant d'en expliciter la doctrine stratégique. Enfin, nous reviendrons sur les différentes composantes opérationnelles, en particulier terrestre, au sein de cette stratégie.

Définition

La Chine a su, en une génération, se doter de capacités décrites par le Pentagone comme une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone[2]. Celle-ci est multidimensionnelle et vise à empêcher les États-Unis d'intervenir dans un premier temps au sein de la première chaîne d'îles englobant les mers de Chine orientale et méridionale. Toutefois, la Chine ne définit pas sa propre stratégie comme étant du déni d'accès et de l'interdiction de zone. C'est une stratégie de «défense active», cherchant dans un premier temps à dissuader l'ennemi de mener une opération à l'encontre de Pékin, à se défendre en cas d'attaque, et enfin à mener potentiellement une contre-attaque à travers des actions symétriques et/ou asymétriques. C'est au sein de cette stratégie de défense active que s'inscrit le concept de déni d'accès et d'interdiction de zone.

Historique

La première guerre du Golfe fit l'effet d'un électrochoc au sein des instances militaires et politiques chinoises[3]. L'écrasant succès des forces américaines en 1991 obligea les analystes chinois à reconsidérer l'aptitude de l'armée populaire de libération à se battre et à remporter une guerre contre un adversaire utilisant des armes technologiquement avancées, telles les bombes à guidage GPS.

Les conclusions chinoises les confortent toutefois sur plusieurs points: la guerre moderne sera brève et intense. Face à cette perspective, la Chine paraît peu préparée, en termes d'équipements et de doctrine. En 1993, le président Jiang Zemin demande à l'armée populaire de libération d'être à même de combattre dans des guerres localisées sous condition d'informatisation. Ces guerres sont limitées tant géographiquement que temporellement, ainsi que dans les visées politiques. Elles se déroulent dans un environnement où les nouvelles technologies priment: armes létales de haute précision, forte mobilité et vélocité, combinaison d'opérations dans les cinq dimensions pour maximiser les effets.

Un autre constat prégnant dans les écrits militaires chinois est que Pékin est en retard en termes de technologie militaire sur ses adversaires potentiels, les États-Unis en premier lieu. Ces derniers fixent les standards de la puissance militaire actuelle, sont au centre de la révolution de l'informatisation et des communications, et la première guerre du Golfe en est la preuve flagrante. Une succession de crises dans le détroit de Taiwan va renforcer les peurs chinoises à l'égard de la puissance américaine. En 1995, le président de la République démocratique de Chine, Lee Teng-hui, fut invité en tant qu'ancien élève de la Cornell University aux États-Unis, afin de prononcer un discours sur l'expérience de démocratisation à Taiwan. La Chine s'y opposa, avançant le fait que Lee était pro-indépendance et que son élection mettrait en péril la stabilité de la région. Onze jours après l'intervention de Lee à Cornell, l'armée populaire de libération conduisit une série de test à 60 kilomètres au nord de l'îlot de Pengja, appartenant à Taiwan, et les renouvela en novembre de la même année à travers un exercice amphibie de grande ampleur. La

tension ne baissant pas, le président Clinton dépêcha sur zone deux groupes aéronavals et un bâtiment d'assaut amphibie.

Les dirigeants chinois tirèrent plusieurs enseignements de cette crise. Tout d'abord, les manœuvres d'intimidation, dans ce contexte précis, ne furent pas productives. Bien au contraire, les États-Unis montrèrent, par ce déploiement, leur volonté de défendre leur allié. D'autre part, et c'est le constat le plus important, les forces armées chinoises ne furent en aucun cas à même de rivaliser avec la puissance américaine. Alors que les hautes instances militaires chinoises demeuraient persuadées qu'un conflit avec les États-Unis était possible, elles décidèrent de développer plusieurs principes stratégiques visant à défaire un ennemi plus avancé technologiquement[4]. De ces principes découle la stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone.

Doctrine stratégique

Les élites militaires chinoises en sont bien conscientes, la nature des conflits a changé, mettant en péril les atouts stratégiques naturels de la Chine comme sa vaste profondeur stratégique. Ainsi, pour espérer dominer des adversaires technologiquement plus avancés, plusieurs orientations stratégiques sont développées, permettant à la Chine de maximiser ses chances de l'emporter. Ces stratégies découlent du constat suivant: malgré la supériorité technologique et militaire américaine, les États-Unis ne pourront maintenir de manière permanente leur avantage dans tous les domaines, y compris en matières politique, géographique et logistique. Il n'est pas envisageable pour les forces chinoises d'emporter la victoire suite à une confrontation directe avec les forces américaines. Ce constat, relayé au sein de nombreux articles, amène Pékin à envisager des modes d'actions différents d'une campagne militaire traditionnelle.

Dans un premier temps, les forces chinoises doivent saisir l'initiative le plus tôt possible, sans pour autant être à l'origine du conflit. Elle doit être saisie au niveau opérationnel et non au niveau stratégique, car les autorités chinoises l'ont bien compris, une fois que les États-Unis ont regroupé leurs forces, comme ce fut le cas lors de la première guerre du Golfe, la Chine ne pourra tenir ses positions.

Pour obtenir l'initiative, il faut rechercher l'effet de surprise à la fois en termes de temporalité et en termes de géographie afin d'obtenir un effet de sidération. Cela permet d'exploiter la nouvelle faiblesse et de mener d'autres opérations avant que l'ennemi puisse se réorganiser. Pour cela, les forces chinoises peuvent recourir à la ruse (stratagèmes, camouflages, feintes etc.) et doivent frapper avant que les troupes ennemies soient toutes déployées, au moment où elles sont le plus fragilisées[5].

Les attaques préemptives font aussi partie des possibilités explorées. En effet, à la suite de la déclaration des hostilités, celles-ci permettent là aussi de gêner le déploiement des forces américaines et de délivrer un choc psychologique significatif[6]. Cette première attaque permettrait à la Chine de compenser sa relative infériorité et de neutraliser les

systèmes de haute technologie ennemis comme les satellites de reconnaissance et GPS, les systèmes C4ISR[7], les groupes aéronavals, etc. Ce principe d'obtenir l'initiative et d'opérer des attaques préemptives est inscrit dans la stratégie chinoise de «défense active», qui consiste à attaquer des points clés ennemis, visant à créer un avantage militaire après la première attaque ennemie. Le paradoxe réside dans le sens donné à cette première frappe. Pour la Chine, ce sont toutes les opérations militaires conduites par l'ennemi dont l'objectif est de briser son intégrité territoriale et de violer sa souveraineté. Ainsi, le soutien et le déploiement militaire de groupes navals américains dans le détroit de Taiwan peuvent tout-à-fait être considérés par Pékin comme des actions hostiles.

Une autre possibilité stratégique des forces chinoises pour obtenir l'ascendant est de frapper l'ennemi à certains points clés de son dispositif militaire, afin de «paralyser d'abord, détruire ensuite»[8]. Ces points sont le support de tout le système opératif adverse: les systèmes de commandement, les systèmes d'information, les systèmes d'armes (groupes aéronavals) et les systèmes logistiques (ports et bases aériennes), et les connexions entre ces systèmes. Ces frappes ciblées doivent être concentrées pour en maximiser les effets, la destruction de ces objectifs permettant sans doute de s'approcher de la victoire. En parallèle de la destruction des systèmes de commandement et d'information ennemis, les forces chinoises doivent acquérir la supériorité en termes de réception, traitement et transmission de l'information. Pour cela, elles peuvent utiliser le brouillage électronique ou attaquer les réseaux informatiques, mais aussi utiliser divers types d'armes pour détruire les moyens de communication et de traitement adverse: armes antisatellites, armes à impulsion électromagnétique, etc. L'objectif de paralyser les forces ennemies dans un premier temps demeure; la destruction des dites forces interviendra dans un second temps, une fois l'ascendant obtenu.

Dans l'éventualité d'un conflit avec les États-Unis, la stratégie chinoise doit réduire la détermination américaine à poursuivre le combat. La Chine doit donc rendre le coût humain et matériel d'une intervention américaine suffisamment élevé pour la remettre en question. Cette limite est d'autant plus accessible lorsque le conflit s'inscrit dans un conflit local sous condition d'informatisation, au cours duquel les pertes sont censées être faibles. En menant en parallèle actions militaires et actions diplomatiques, la Chine cherche ainsi à traduire ses victoires militaires en victoires politiques lui permettant de négocier en position de force[9].

Ces stratégies de déni d'accès et d'exclusion de zone permettent à la Chine de créer une zone s'étirant de son littoral jusqu'à sa première chaîne d'îles, au sein de laquelle toute puissance étrangère souhaitant s'y déployer risquerait de lourdes pertes matérielles et humaines. Les systèmes d'armes déployés le long de son littoral instaurent de fait une dissuasion conventionnelle.

Composantes opérationnelles

Un dispositif A2/AD repose sur un ensemble de stratégies englobant tous les milieux et domaines de l'action militaire. Mais ces stratégies ne sont pas des substituts à la modernisation nécessaire de l'armée chinoise. Pour que ces dernières soient effectives, la Chine doit s'équiper de nouveaux matériels. Toutes les composantes de l'armée chinoise participent à l'effectivité de ces stratégies d'interdiction de zone et de déni d'accès. Nombre de ces opérations seront menées de manière conjointe, au sein d'un commandement unifié, permettant une synergie accrue des différents systèmes d'armes. Nous allons passer en revue le rôle des différents corps militaires dans ce dispositif, en mettant toutefois en avant les unités terrestres, dont les missions sont de première importance et les plus nombreuses.

Le rôle principal de la marine chinoise dans les opérations de déni d'accès est celui d'imposer un blocus des ports, mais aussi des voies d'approvisionnement, en particulier en carburant. Pour cela, la Chine peut se reposer sur sa large flotte de sous-marins, agressant bâtiments ennemis marchands comme militaires, et mouillant des mines aux points stratégiques. Le mouillage peut également être effectué par des avions ou par des navires garde-côtes que la Chine possède en nombre important. En bloquant la ou les flottes ennemies dans les ports d'attache, et en perturbant l'approvisionnement de ceux-ci, les forces chinoises restreignent les armées ennemies dans leurs déploiements, les rendant ainsi vulnérables à une future attaque. La marine chinoise a également la charge de détruire les bâtiments ennemis, en particulier les porte-avions sur lesquels reposent 80% de la puissance aérienne ennemie. Pour cela, elle dispose, nous l'avons vu, de nombreux sous-marins, mais aussi de navires lance-missiles de divers tonnages.

L'armée de l'air chinoise a également un rôle à jouer dans cette stratégie globale. En soutien aux opérations de blocus maritimes tout d'abord. En effet, elle attaquera certaines lignes d'approvisionnements, mais également les porte-avions et bases aériennes ennemies, niant à l'adversaire sa capacité à se défendre et/ou à poursuivre sa campagne militaire[10]. Les avions de combat s'en prendront également aux diverses infrastructures portuaires, aux bateaux de transports, etc. En parallèle, l'armée de l'air chinoise effectuera ses missions traditionnelles, qui s'inscrivent toutefois dans ces stratégies de déni d'accès: le contrôle et la défense de l'espace aérien national, la détection avancée de forces hostiles et la destruction de points clés de l'infrastructure de combat adverse.

Si les deux corps abordés précédemment participent à des missions de premier ordre au sein des opérations relevant d'une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone, les unités terrestres de l'armée chinoise en composent le cœur. J'englobe dans les forces terrestres les unités composant l'armée de terre, les unités de la force des fusées et celles de la force de soutien stratégique.

Nous l'avons vu plus haut, les forces chinoises doivent neutraliser le plus rapidement possible les centres de commandement et de communications, les éléments militaires importants comme les porte-avions, les bases arrière logistiques et les voies de communication entre tous ces éléments. Pour réussir ses opérations, l'armée chinoise a mis sur pied des programmes de développement de missiles depuis plusieurs décennies. Ainsi, Pékin dispose d'une large panoplie de vecteurs, dont certains à faible coût, lui permettant de traiter ses cibles de manière effective. Nombre de ces vecteurs dépendent de la force des fusées, anciennement «seconde artillerie». En effet, l'armée chinoise déploie deux types de missiles balistiques antinavires: le DF-26 et le DF-21D[11]. Elle possède également plus d'une trentaine de différents missiles de croisière,

supersoniques ou non, dont certains sont dérivés de missiles d'attaque au sol. La multiplicité des vecteurs permet de passer outre les contre-mesures et les systèmes de défense antimissiles embarqués sur les bâtiments de l'U.S. Navy par un effet de saturation.

Pour traiter les cibles terrestres, les Chinois ont développé plusieurs programmes de missiles balistiques à courte, moyenne et longue portée, mais aussi des missiles de croisière dans ces trois gammes de portée. Certains de ces vecteurs sont antiradiations, et donc tout-à-fait indiqués pour traiter les sites C4ISR.

La menace aérienne n'est pas en reste, puisque la Chine a développé une large gamme de missiles peu coûteux, permettant de saturer un espace aérien donné. Au vu du coût d'un appareil de combat moderne, on s'inscrit ici dans une double logique:

- Dissuader l'ennemi d'entreprendre une action;
- Défaire l'adversaire, malgré son avantage technologique, par des systèmes[12], combinés ou non, à plus faible coût.

Toujours dans l'optique de nier aux États-Unis leur avance technologique, la Chine a développé trois types de missiles antisatellites et a réalisé son premier test en 2007[13]. Grâce à ce type d'arme, l'armée chinoise est capable de détruire les satellites à orbite basse comme haute, d'empêcher les États-Unis d'utiliser des satellites de reconnaissance et d'interrompre l'accès au système GPS, utilisé pour le positionnement des forces et pour le guidage de nombreux missiles et bombes.

La stratégie chinoise ne repose pas uniquement sur des frappes physiques. La Chine a développé des capacités de guerre électronique et cybernétique qui ont toute leur place dans la stratégie chinoise de défense active[14]. Les unités menant le combat dans la dimension cyber dépendent de la force de soutien stratégique, créée en janvier 2016. L'objectif de ces unités est de perturber les communications et les centres de commandement et de contrôle ennemis. Ces actions peuvent donc être menées à la fois contre des objectifs militaires et civils. De même, ces unités ne se limitent pas au temps de la guerre, mais agissent aussi en temps de paix. Avant le déclenchement des hostilités, les forces chinoises devront conduire des missions de renseignement afin d'analyser les capacités cyber adverses, la résistance de leurs réseaux, et trouver des failles exploitables afin d'obtenir la supériorité dans la guerre de l'information le plus rapidement possible. Une fois le conflit déclaré, ces mêmes unités mèneront des attaques ciblées contre les centres de décision et d'information ennemis, les stations radars et systèmes de défense sol-air, les satellites, les moyens de communication civils et militaire, etc. Aveugle et sourd, l'ennemi sera alors sans défense contre les frappes aériennes et de missiles vues précédemment. L'avantage technologique des États-Unis sera ainsi devenu son talon d'Achille et cause de sa défaite.

En conclusion, les dispositifs d'anti-accès et d'interdiction de zone s'inscrivent dans une stratégie plus large, dont l'objectif est d'assurer à la Chine la possibilité d'une victoire face à un ennemi technologiquement supérieur. Mettant à profit toutes les composantes de ses forces, en premier lieu la composante terrestre, Pékin espère ainsi contrôler son environnement stratégique proche, tout en maintenant ses revendications non seulement sur l'île de Taiwan, mais aussi sur de nombreux récifs proches.

Toutefois, la Chine, comme la Russie, exporte ses systèmes «anti» les plus avancés, sans évidemment prendre en compte les problèmes que cela pose aux forces occidentales. De tels systèmes ont été déployés lors d'opérations en Crimée et en Syrie. À l'heure des restrictions budgétaires, il est plus que jamais nécessaire de poursuivre les efforts qui ont été ceux des pays occidentaux, et en particulier de la France, dans les capacités d'entrée en premier, afin d'assurer non seulement notre autonomie stratégique, mais aussi notre capacité d'intervention.

[1]Evan Braden Montgomery, «Contested Primacy in the Western Pacific: China's Rise and the Future of U.S. Power Projection», *International Security* 38 (1 avril 2014): 115-49.

[2]Andrew F. Krepinevich et Barry Watts, «Meeting the Anti-Access and Area-Denial Challenge» (Washington, D.C: Center for Strategic and Budgetary Assessments, Mai 2003).

[3]James Lilley, James R Lilley, et David L Shambaugh, "China's Military Faces the Future", 1999.

[4]Lei Jiang, "Modern Strategy for Using the Inferior to Defeat the Superior" (Beijing : National Defense University Press, 1998).

[5]Houqing Wang et Xingye Zhang, "Science of Campaigns" (Beijing : National Defense University Press, 2000).

[6] Lu Linzhi, « Preemptive Strikes Are Crucial in Limited High-Tech Wars », *Liberation Army Daily*, 7 Février 1996.

[7]Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance

[8]Wang et Zhang, "Science of Campaigns", 89.

[9]Youzhi Yao et Guangqian Peng, "The Science of Military Strategy" (Beijing: Military Science Publishing House, 2005).

[10]Richard P. Hallion, Roger Cliff, et Phillip C. Saunders, "The Chinese Air Force : Evolving Concepts, Roles, and Capabilities" (National Defense University, 2012).

[11]Jane's Information Group, «CSS-5 (DF-21)», "Jane's Strategic Weapon System", Juin 2005

[12] Radar fixe, mobile, embarqué ou non, système surface/air ou air/air.

[13]Ian M. Easton, "The Great Game in Space, China's Evolving ASAT Weapons Programs and Their Implication for Future U.S. Strategy" (Arlington, Virginie : Project 2049, Juin 2009).

[14]Magnus Hjordtal, "China's Use of Cyber Warfare: Espionage Meets Strategic Deterrence", *Journal of Strategic Studies* 4, n° 2 (Summer 2011) : pp.1-24.

Doctorant en sciences politiques au Centre d'études sur la coopération juridique internationale de l'université de Poitiers, M. Léon Malcolm est allocataire d'une bourse R.I.S. de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie. Les thématiques de recherche portent sur l'apport des drones et des nouvelles technologies dans la rivalité sino-américaine. Il a effectué sa formation militaire initiale de réserviste sur la base aérienne 709 Cognac-Châteaubernard et réalisé son stage d'intégration en unité à l'escadron de drones 1/33 Belfort

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

Titre : De l'importance des forces terrestres dans les dispositifs de déni d'accès et d'interdiction de zone: une perspective chinoise.

Auteur(s) : Monsieur Léon MALCOLM

Date de parution : 11/04/2018